

**Jean-Claude MICHEA**  
***LE LOUP DANS LA BERGERIE***  
**Droit, libéralisme et vie commune**  
**Éditions Climats, Flammarion, Paris, 2018**

Autant j'apprécie souvent les idées et les argumentations de Jean-Claude MICHEA, autant j'ai un peu de mal avec la manière dont il les met en forme. Dans ce nouvel opus, le texte d'une conférence (faite en novembre 2015 pour le Syndicat des Avocats de France) d'une cinquantaine de pages, est truffé de « scolies » (de commentaires) eux-mêmes parfois augmentés d'incises supplémentaires qui ajoutent une centaine de feuillets à l'ouvrage. Cette disposition « casse » la lecture, et, si on voit bien la richesse des sources et des inspirations, on se perd un peu dans la bergerie (socialiste). Beaucoup de petits moutons intéressants, mais le troupeau semble avoir perdu son berger.

Celui qui nous est proposé porte pourtant un nom qui nous est familier : Karl MARX.

Mais, pour tous ceux qui comme moi, ne connaissent surtout l'œuvre de MARX que par oui-dire et par ses mises en applications guère enthousiasmantes, les citations qui en sont faites sont tout à fait étonnantes, souvent prophétiques, toujours choisies pour éclairer aujourd'hui. Elles ne correspondent pas vraiment à l'idée que nous ont laissée les pratiques des régimes communistes. A croire que personne ne le lisait sérieusement.

MICHEA remet en perspective l'histoire de notre philosophie occidentale d'une manière tout à fait stimulante ; pour lui, ce sont les guerres de religion du XVI<sup>e</sup> siècle, épouvantablement meurtrières, qui ont été le contexte d'apparition de la philosophie des « lumières », comprise alors comme une tentative de construire une référence morale sans Dieu et ses Églises. C'était l'espérance d'une communauté pacifiée, puisqu'au nom de Dieu, le sang coulait abondamment et les haines s'amplifiaient. Ainsi, nous sommes passés d'un univers de la transcendante à un monde du Droit, c'est-à-dire à une élaboration immanente : solution politique à une crise théologique. Le juridique remplacera le divin, et ce sont les droits qui deviennent sacrés et le juridisme central.

Quel est le souci alors ? C'est que ce sur quoi tout repose alors, c'est une vision des individus comme séparés et égoïstes. Nous vivons les conséquences logiques dommageables des idées de BENTHAM : le boucher et le boulanger, en travaillant à leur intérêt égoïste travaillent en même temps au bien commun ! Mais ce qui est vrai pour le boulanger et le boucher (certainement moins pour ce dernier de nos jours !), ne l'est visiblement pas pour les multinationales, ni pour les nations-moi-je-first.

Ainsi l'espoir d'un commun pacifié, harmonieux, échoue par manque de compréhension de la complexité de l'humain, le réduisant à la recherche d'un plaisir confondu avec le bonheur, et les deux réduits eux-mêmes à l'enrichissement personnel. La logique du droit qui idéalement s'impose à tous est devenue celle des droits de chacun. Elle soutient maintenant toutes les divisions, toutes les revendications qui affirment une égalité des différences, et, dans un paradoxe suprême, réclament leur reconnaissance tout en refusant les frontières et les séparations, confondues avec le rejet, l'ostracisme, et les rapports de domination. Plus question de considérer qu'il y a des différences « naturelles », que ce soit entre les hommes et les femmes, entre les humains

et les non humains, entre les cultures elles-mêmes. La seule différence admise, c'est celle entre les riches et les pauvres, différence quantifiable, donc objective, et qui évidemment n'a rien de naturelle. Ce n'est qu'une construction sociale injuste, qui renforce la division entre victimes innocentes et purs bourreaux.

On retrouve ainsi, par un autre chemin, l'idée qui se précise de plus en plus, et que défend Pierre MANENT (lecture n°53) : le balancier va au plus loin dans la défense des libertés individuelles, ce qu'on appelle les droits humains, au détriment du bien commun que doit garantir le Droit, assise d'une prérogative de l'État : la violence légale, c'est-à-dire non seulement la Défense et la Police, mais aussi la légitimité d'imposer aux citoyens des décisions frustrantes.

Mais quelle frustration peut être acceptée si elle n'a que le sens d'enrichir les plus riches et d'appauvrir les plus pauvres ?

Nous passons en Europe d'une dictature des gouvernements à celle des individualismes. Difficile alors de maintenir un équilibre, certes instable et fragile puisque dynamique et vivant. Difficile alors de tempérer, c'est-à-dire humaniser, l'éternelle tension entre intérêt personnel et intérêt commun. Du coup, on voit (ré)apparaître des attentes de gouvernements autoritaires devant ce délitement de l'intérêt commun.

Cet équilibre entre l'individuel et le collectif, éternelle aporie, suppose certainement des frustrations, et de nombreuses occasions de désaccords, premiers pas vers des conflits plus rudes. Il suppose aussi un certain type d'exercice du pouvoir, dont on voit au fil des ans qu'il s'éloigne du dialogue et d'une démocratie construite à partir de la base.

Il est certain que cette dénonciation d'une gauche qui, progressivement, a abdicé, sous prétexte de *realpolitik*, devant une logique libérale à la Adam SMITH, David RICARDO, Gary BECKER ou Friedrich HAYEK, purement économique, ne peut pas plaire aux intellectuels et aux apparatchiks qui vivent d'être « de gauche » et auxquels toutes ces années d'échec et de dérive n'ont visiblement rien appris, sauf que, comme ils ont raison, c'est le réel qui a tort.

Le plus regrettable, c'est l'absence de volonté d'un dialogue entre des personnes qui ne voient pas les choses de la même manière. Le rejet et les étiquettes infamantes ne le remplacent pas avantageusement.

En remettant en discussions des habitudes de pensée paresseuses, Jean-Claude MICHEA, en suivant la voie de quelqu'un comme George ORWELL<sup>1</sup>, se met à dos et la droite et une bonne partie de la gauche bien-pensante. Critiquez les lieux communs du temps<sup>2</sup>, et rapidement on vous collera l'étiquette de « passéiste » ou de « réactionnaire ». Nul ne sait combien il faudra d'échecs sur le terrain pour que la pensée qui se dit « de gauche » retrouve un peu de liberté.

---

<sup>1</sup> Cf. MICHEA J-C *Orwell, anarchiste tory*. Climats, 1995 et *Orwell éducateur*, Climats, 2003

<sup>2</sup> Cf. MICHEA J-C, *Le complexe d'Orphée : la gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, Climats, 2007 ; *La Gauche et le Peuple : lettres croisées*, Flammarion, 2014 ; *Notre ennemi le capital*, Flammarion, 2017